

LISTE DES THÈMES

THÈMES	PROPOSITIONS
I. Principes généraux de la République	<ol style="list-style-type: none"> 1. Objectifs de la République (art. 1^{er}) 2. Principe de prééminence des droits (art. 1^{er}) 3. Référence à l'Union européenne (art. 1^{er}) 4. Interdiction de la peine de mort (art. 1^{er}) 5. Organisation décentralisée (art. 2) 6. Paris capitale (art. 2) 7. Charte des langues régionales (art. 53-3)
II. Les missions du Président de la République	<ol style="list-style-type: none"> 8. Définition de la politique nationale par le Président, en collaboration avec le Premier ministre et conduite de la politique nationale par le Gouvernement (art. 5 et 20) 9. Le Président au Congrès une fois par an (art. 18) 10. Encadrement des nominations présidentielles (art. 13) 11. Contrôle de la mise en œuvre de l'art. 16 (art. 16) 12. Encadrement du droit de grâce (art. 17)
III. Les missions du Premier ministre	<ol style="list-style-type: none"> 13. Fixation de l'ordre du jour du Conseil des Ministres par le Premier ministre (art. 9) 14. Présidence des Conseils et comités supérieurs de la défense nationale au Premier ministre (art. 15 et 21) 15. Investiture parlementaire du Gouvernement (art. 49) 16. Le Premier ministre représente la France au Conseil européen (nouvel art. 88-3)
IV. Les règles électorales	<ol style="list-style-type: none"> 17. Septennat non renouvelable (art. 6) 18. Élection du Président au suffrage universel indirect (art. 6) 19. Sexennat (art. 6) 20. Suppression de la limitation à deux mandats (art. 6) 21. Fin du mandat présidentiel à date fixe (art. 7) 22. Sexennat présidentiel et législatif (art. 6 et 25) 23. Concomitance des élections présidentielle et législatives (art. 7 et 12) 24. Fin du mandat présidentiel emporte la dissolution de l'Assemblée (art. 7) 25. Concomitance des élections locales à mi-mandat (art. 72) 26. Refonte de la désignation des sénateurs (LO) 27. Création d'un tour intermédiaire (art. 7) 28. Transition entre deux Présidents de la République (art. 7) 29. Immunités pénales pendant l'élection présidentielle (art. 7) 30. Modes d'élection des parlementaires (art. 24, 25 et 34)

THÈMES	PROPOSITIONS
V. La représentation parlementaire	31. Fonctions parlementaires (art. 24) 32. Élection des présidents des assemblées à une majorité qualifiée (art. 32) 33. Immunités parlementaires (art. 26) 34. Seuil pour constituer un groupe parlementaire (RAss)
VI. Les partis politiques	35. Créer un statut constitutionnel des partis politiques (art. 4 et 60-1) 36. Interdiction d'un parti politique (art. 4)
VII. La participation des citoyens	37. Apprentissage de la citoyenneté (art. 3 et 34) 38. Élargissement du champ référendaire (art. 11) 39. Référendum d'initiative partagée (art. 11) 40. Référendum d'initiative citoyenne (art. 11) 41. Droit de pétition dans la Constitution (art. 24) 42. Initiative législative citoyenne (art. 39) 43. Initiative législative locale (art. 39) 44. Demande de ratification référendaire (art. 45) 45. Révocation populaire des élus (art. 3, 6, 7 et 12) 46. Consécration des assemblées citoyennes (nouvel art. 25-1) 47. Des initiatives et Assemblées citoyennes (réécriture Titre XI et articles 3, 10, 24, 39, 45 et 61) 48. Suppression du CESE (Titre XI) 49. Référendum local (art. 72-1)
VIII. La procédure législative	50. Régime des sessions (art. 28) 51. Maîtrise par le Parlement de son ordre du jour (art. 48) 52. Suppression de la priorité gouvernementale en matière d'ordre du jour (art. 48) 53. Systématiser la présence du Gouvernement en Commission (art. 31) 54. Renforcer l'obligation des études d'impact (art. 39) 55. Actualisation des études d'impact au fil de la procédure (art. 45) 56. Réaménagement du temps législatif (art. 42, 43 et 45) 57. Division du travail entre les commissions et l'hémicycle (art. 43) 58. Augmentation du nombre de commissions (art. 43) 59. Organisation du TLP (art. 44 et RAss) 60. Supprimer le droit d'amendement de l'Exécutif (art. 44) 61. Création d'un contre-rapporteur (RAss) 62. Encadrement des secondes délibérations (RAss) 63. Interdiction du vote bloqué lors des niches parlementaires (art. 44)

THÈMES	PROPOSITIONS
IX. Le contrôle du Gouvernement et l'évaluation des politiques publiques	64. Incompatibilités du Gouvernement (art. 23) 65. Rôle du Parlement lors des interventions armées à l'étranger (art. 35) 66. Constitutionnalisation des conditions de déclenchement de l'état de siège (art. 36) 67. Constitutionnalisation de l'état d'urgence (art. 36-1) 68. Délai maximal obligatoire des mesures d'applications des lois (art. 37) 69. Contrôle obligatoire d'application d'une loi (nouvel art. 51-3) 70. Encadrement du recours aux ordonnances (art. 38) 71. Contrôle obligatoire des lois d'habilitation de l'art. 38 (art. 61) 72. Séance de QAG sur les enjeux européens (art. 48) 73. Clarifier les missions du Parlement en matière d'évaluation des politiques publiques (art. 47-2, 132-6 CJF et RAss) 74. Responsabilité politique individuelle des ministres (art. 20 et 49) 75. Motion de censure constructive (art. 49) 76. Responsabilité pénale des membres du Gouvernement (Titre X : art. 68-1, 68-2, 68-3)
X. Les compétences du Parlement	77. Mandat d'arrêt européen (art. 34) 78. Pluralité des charges publiques (art. 40) 79. Conditions d'examen des PLF (art. 47) 80. Discussion (partiellement) conjointe des PLF et PLFSS (art. 47-1) 81. Création des lois cadres de soutenabilités des finances publiques (art. 34, 39, 70 et nouvel art. 46-1) 82. Contrôle obligatoire des PLF et PLFSS (art. 61) 83. Motion de validation constitutionnelle d'une QPC (art. 62) 84. Dernier mot au pouvoir politique en matière de contrôle de constitutionnalité (art. 62)
XI. Les modalités de la révision constitutionnelle	85. Exclure les lois constitutionnelles du domaine de l'art. 11 (art. 11) 86. Demande de ratification référendaire en matière constitutionnelle (art. 89) 87. Étude d'impact pour les révisions constitutionnelles (art. 89) 88. La laïcité comme nouvelle limite à la révision constitutionnelle (art. 89) 89. Surmonter le désaccord entre les assemblées par référendum (art. 89) 90. Contrôle de constitutionnalité obligatoire des révisions constitutionnelles (art. 89)
XII. Les droits fondamentaux	91. Catalogue de droits fondamentaux (art. 1 ^{er}) 92. Principe de laïcité (art. 1 ^{er}) 93. Principe de dignité (art. 1 ^{er}) 94. Parité (art. 34) 95. Droits numériques (art. 34) 96. Protection du droit à l'avortement (art. 34) 97. Protection de la biodiversité et des ressources naturelles (art. 34) 98. Protection des animaux contre la maltraitance (art. 34)

THÈMES	PROPOSITIONS
XIII. Le Conseil constitutionnel et la garantie des droits	99. Transformation du Conseil constitutionnel en Cour constitutionnelle (Titre VII) 100. Réforme des modes de nomination (art. 56 et 57) 101. Dépolitiser la composition du Conseil constitutionnel (art. 56) 102. Conseil constitutionnel comme juge d'appel des sanctions disciplinaires (art. 25) 103. Bénéfice de la QPC à l'auteur et aux instances en cours (art. 62) 104. Appel devant le Conseil constitutionnel d'une décision d'une juridiction suprême (art. 61-1) 105. Saisine du Conseil constitutionnel par le Défenseur des droits (art. 61 et 71-1) 106. Renforcer le Défenseur des droits (art. 71-1) 107. Constitutionnalisation de la HATVP (art. 72-2) 108. Pouvoir d'évocation du Conseil constitutionnel (art. 61-1 et LO art. 23-6) 109. Contrôle de conventionnalité du Conseil constitutionnel (art. 61 et 62)
XIV. L'indépendance de la justice	110. Changement du Titre VIII, de la Justice (Titre VIII) 111. Création d'une magistrature administrative (art. 64 et 65) 112. Refonte de la composition du CSM (art. 65) 113. Création d'une Haute Cour administrative (art. 65, 61-1 et 74) 114. Renforcement des compétences du CSM en matière de nomination et de discipline (art. 65)
XV. Les collectivités territoriales	115. Permettre la différenciation territoriale (art. 72) 116. Création des lois de financements des collectivités territoriales (art. 34, 39, 47-2 et 48) 117. Autonomie fiscale des collectivités territoriales (art. 72-2) 118. Transfert financier et transfert de compétence (art. 72-2) 119. Réforme de l'outre-mer (art. 72, 72-1, 72-3, 75-4, 73, 74 et 74-1)
XVI. Le traitement constitutionnel de l'Union européenne	120. Faire remonter le Titre XV en Titre II 121. Réécriture des articles 88-1 et 88-2, nouvel art. 88-3, modification des articles 88-3, 88-4, 88-5, 88-6 et 88-7 122. Droit de vote et d'éligibilité aux élections locales (art. 3 et 88-3) 123. Correspondance des droits entre la Constitution et la Charte (art. 88-2) 124. Élargir la saisine de la CJUE par le Parlement (art. 88-6)
XVII. Le traitement constitutionnel du droit international	125. Modification du Titre VI, Du droit international 126. Signature des conventions internationales (art. 52) 127. Conclusion et dénonciation des conventions internationales (art. 53) 128. Contrôle préalable du Conseil constitutionnel (art. 54) 129. Rapports entre droit national et droit international (art. 55 et nouvel art. 55-1) 130. Contrôle des frontières (art. 53-1)